



COMMUNIQUÉ

30 JUILLET 2026 JOUR DU DÉPASSEMENT

**POINT DE NON-RETOUR ATTEINT : LA TERRE NE PEUT PLUS NOUS NOURRIR
UNE PÉNURIE MORTELLE D'EAU POTABLE EST EN COURS
NOUS DÉNONÇONS LA SOUMISSION DES DIRIGEANTS POLITIQUES AUX
INTÉRÊTS FINANCIERS ET TECHNOCRATIQUES EN TANT QUE
CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**

L'Agora des Habitants de la Terre tire la sonnette d'alarme : nous vivons à crédit écologique depuis le 30 juillet !

Bruxelles, 30 juillet 2026 — Quelques jours après le 16ème anniversaire de l'adoption par les Nations Unies d'une Résolution du droit à l'eau qui n'a produit aucun effet contraignant, et alors que des feux dévastateurs ravagent l'Europe, du Portugal à la Grèce, l'Agora des Habitants de la Terre (AHT) déclare une situation d'urgence absolue.

Ce 30 juillet 2026 marque le Jour du Dépassement de la Terre. Selon les calculs officiels du Global Footprint Network, nous avons déjà consommé 100 % des ressources naturelles renouvelables annuelles de la Planète. Pendant les derniers cinq mois de l'année, nous vivons en déficit écologique, puisant dans le stock du capital biologique de la Terre.

DES CHIFFRES ACCABLANTS

Nous utilisons les ressources naturelles à un rythme **73 % plus rapide** que la capacité de régénération des écosystèmes.

Nous utilisons chaque année les ressources de près de deux planètes Terre (1,73 Terre par an pour être précis). **Et rappelons-le : nous n'avons qu'une seule planète Terre.**

C'est le niveau de dépassement le plus élevé jamais enregistré depuis la mesure de l'empreinte écologique.

Chaque année, cette date tend à arriver toujours plus tôt, illustrant l'aggravation de notre surexploitation des ressources naturelles et l'incapacité de nos modes de production et de consommation à respecter les limites de la planète. Ce niveau de dépassement illustre la persistance d'une pression écologique sans précédent à l'échelle des dernières décennies, malgré les alertes scientifiques répétées, et témoigne de l'urgence à transformer en profondeur nos modèles agricoles, sylvicoles, de pêches industrielles, bref nos modèles industriels et économiques, ainsi qu'à remettre en question la mondialisation forcenée des échanges commerciaux, la dérégulation des marchés qui permet de contourner les normes

environnementales, d'installer les usines là où il y a moins de normes et de contrôles, favorisant ainsi l'externalisation de nos empreintes environnementales dans un autre pays.

Il semble illusoire de penser que les normes environnementales, sociales et sanitaires sont applicables efficacement, si les entreprises peuvent « faire leur shopping » d'implantation et complexifier leur chaîne de commercialisation. Les analyses des échanges commerciaux entre l'UE et les pays du Mercosur, effectuées par de nombreuses ONG, montrent qu'il est possible de contourner les normes avec de tels accords (ex : les agrottoxiques interdits d'utilisation dans l'EU sont exportés depuis l'UE vers les pays du Mercosur, et les produits agricoles contenant ces agrottoxiques sont exportés vers l'UE).

Pour autant les dirigeants politiques continuent de flirter avec le climato-scepticisme, la tête dans le sable, tout en négociant des compromis inacceptables, des lois iniques et des accords de libre-échange qui mènent aux pillages des ressources, alors qu'ils savent pertinemment que le compte à rebours a commencé. Ce faisant, ils deviennent complices de crime contre l'humanité !

LA PÉNURIE D'EAU MORTELLE ET LES INCENDIES MEURTRIERS : PREMIERS SYMPTÔMES D'UN EFFONDREMENT !

La sécheresse qui frappe l'Europe et de multiples régions du monde **n'est pas un accident météorologique, mais la conséquence directe de notre modèle de prédation écologique**. Les incendies qui ravagent actuellement le bassin méditerranéen, l'Amazonie, le Canada et l'Australie ne sont pas des catastrophes isolées, mais le signal d'alarme d'un système écologique en effondrement. Il est illusoire de penser que l'on pourra réintégrer notre maison après les incendies et reprendre la « vie d'avant ». Le système de vie local et mondial doit changer depuis ses racines.

L'eau, ressource vitale commune de l'Humanité, est devenue une denrée rare pour des milliards de personnes.

Alors que depuis des décennies, l'Agora des Habitants de la Terre milite pour la reconnaissance du droit universel à l'eau, les gouvernements continuent de marchandiser cette ressource vitale, laissant des milliards d'êtres humains sans accès à une eau saine.

L'INERTIE POLITIQUE DEVIENT UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Nous adressons ce message clair aux responsables politiques : votre refus d'attaquer les causes réelles de l'effondrement en cours vous rend complices de la destruction de nos conditions de vie.

Les rapports scientifiques, qui se multiplient depuis des décennies, sont formels : chaque Sommet du Climat produit des déclarations vides de tout engagement contraignant. Chaque Conférence des Parties se conclut par des compromis qui sauvegardent les intérêts économiques et financiers plutôt que la vie.

Le climato-scepticisme n'est plus seulement une négation des faits scientifiques - il est aujourd'hui, chez certains responsables politiques, un choix délibéré, qui compromet les conditions mêmes d'habitabilité de la Terre et l'avenir des générations présentes et futures.

NOUS EXIGEONS DES MESURES IMMÉDIATES

Conformément aux **neuf objectifs** de l'**Appel de Cascais** (agora-humanite.org) lancé aussi ce **30 juillet**, nous appelons à :

- La fin immédiate de la marchandisation de l'eau — Elle est un bien commun public mondial, non un actif financier ;
- La reconnaissance juridique des droits de la nature — Rivières, lacs, zones humides, forêts patrimoniales et océans doivent avoir une personnalité juridique ;
- La Création d'un Parlement Mondial de l'Eau — Sans droit de veto pour aucun État ;
- L'élimination effective progressive des émissions de gaz à effet de serre — Plan concret avec calendrier contraignant ;
- La réforme totale du système de gouvernement international — L'intérêt commun de l'Humanité doit primer sur les souverainetés nationales ;
- La réduction drastique, sans plus tarder, des émissions à effet de serre ;
- L'abolition des brevets privés et à but lucratif sur le vivant et sur l'IA ;
- L'éradication des facteurs d'appauvrissement générateurs de la pauvreté / exclusion ;
- La libération de l'eau et de l'ensemble des biens communs publics essentiels pour la vie de leur soumission aux logiques prédatrices de la marchandisation, privatisation et financiarisation de l'économie et de la technocratisation guerrière de la société.

LE TEMPS EST COMPTÉ

Les pessimistes diront qu'il est trop tard. Les optimistes leur donneront tort. Ce qui est certain, c'est que le temps pour agir se réduit à vitesse alarmante.

Le 30 juillet 2026 ne sonne pas encore le glas, mais DOIT sonner notre réveil. Serons-nous capables de sauver ce qui peut encore être sauvé ? Ou laisserons-nous derrière nous les cendres de civilisations consumées par notre propre inertie ?

À tous et à toutes, nous lançons cet appel : rejoignez-nous pour exiger des actions, pas des promesses. Construisons tous et toutes ensemble une autre relation avec la Terre, fondée sur une responsabilité commune et la reconnaissance de notre appartenance à la communauté globale de la vie.

La question n'est plus : pouvons-nous nous permettre d'agir ? La question est : pouvons-nous permettre de ne pas agir ?

Communiqué rédigé par le Comité de Pilotage de l'Agora des Habitants de la Terre (AHT) le 1 août 2026

Pour toute information complémentaire : Agora des Habitants de la Terre (secrétariat : c/o La Communauté de la Poudrière, Bruxelles) Site : agora-humanite.org